

CONSEIL MUNICIPAL du 22 octobre 2004

18 présents, 4 pouvoirs, 1 absent

0. PV du 2 septembre 2004

Adopté à l'unanimité.

1. Lotissement communal – création.

La Commune de Plozévet a comme projet la création d'un lotissement communal au lieu-dit Kerfily. Ces parcelles destinées à la réalisation d'un lotissement communal d'habitations sont compatibles avec le règlement P.L.U. La Commission des travaux et urbanisme, dans sa séance du jeudi 7 octobre 2004, propose au Conseil Municipal d'engager rapidement l'étude d'un projet de lotissement sur ces terrains.

Afin de lancer le projet, le Conseil Municipal propose :

- de destiner les terrains acquis à la création d'un lotissement communal ;
- de créer un budget annexe pour ce projet ;
- d'autoriser le Maire à confier à un géomètre l'étude d'un plan de lotissement de ces terrains ;
- d'autoriser le Maire à consulter les bureaux d'études pour le dossier d'évacuation des eaux pluviales ;
- de charger la Commission des travaux et urbanisme du suivi de ce projet ;
- d'autoriser le Maire à signer les marchés relatifs à ce projet.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, entérine la proposition à l'unanimité (22 pour).

2. Tarif public – restauration scolaire.

Le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur l'évolution du prix de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2004-2005.

Suite à un arrêté du 10 juin 2004, le Bureau Municipal propose d'adopter une augmentation + 1.87% sur les tarifs de la restauration scolaire et ainsi de fixer le prix du repas à :

Repas enfant : 2,19 €

Repas adulte : 4,00 €

Le conseil municipal après en avoir délibéré, entérine la proposition (19 pour, 3 contre).

3. Convention Commune /AOCP – Transmission des fichiers Déclaration d'Intention d'Aliéner.

L'AOCP (Association Ouest Cornouaille Promotion) a eu en charge le volet stratégique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Cornouaille. Dans le cadre de la thématique habitat, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer une convention avec l'AOCP afin de permettre la transmission des statistiques sur les DIA (Déclaration d'Intention d'Aliéner) au vu d'analyser le fonctionnement du marché du logement.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité (22 pour), le Maire à signer la convention.

4. Convention Commune / Etat – instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.

Les services de l'Etat connaissent aujourd'hui des difficultés pour assurer les missions qui leur ont été confiées aux termes des lois de décentralisation de 1982. Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les termes de la convention proposée par la DDE. Certaines demandes d'urbanismes relèveront désormais des services municipaux : déclarations de travaux et de clôtures, les certificats de conformité (L.460-2, R.460-4-1 du code de l'urbanisme), les certificats d'urbanismes (L.410-1 1^{er} alinéa).

Le conseil municipal après en avoir délibéré, fait savoir qu'il regrette le désengagement de l'Etat vis-à-vis des Collectivités Territoriales et autorise cependant le Maire à signer la convention (20 pour, 2 abstentions).

5. Subventions

5-1. Secours Populaire solidarité Haïti

Le Maire rappelle les dégâts causés par les cyclones aux Caraïbes. Il informe le Conseil Municipal qu'une demande de subvention a été émise par le Secours Populaire Français, concernant la solidarité avec Haïti et propose d'attribuer au Secours Populaire Français une subvention de 200 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (22 pour) fixe le montant de la subvention à 200 €uros et prévoit la dépense au budget.

5-2. Intervention artiste Dihun

Le Maire informe l'Assemblée de la demande de subvention émise par l'association Dihun, concernant le financement d'un concert à la chapelle de la Trinité (musicienne et chanteuse d'origine grecque Elisa Vellinaiti qui se produit le 21 novembre) et propose d'attribuer à l'association Dihun une subvention de 150 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, (21 pour, 1 contre) fixe le montant de la subvention à 150 €uros et prévoit la dépense au budget.

6. Vente de terrain

Le Maire informe qu'il convient de régulariser la délibération du 7 février 2003 concernant la vente de terrain à Madame Goyat.

Le Conseil Municipal autorise après en avoir délibéré (22 pour) la vente de deux fractions de parcelles : l'une, cadastrée F1177 pour 5 m² et l'autre F288 pour 3 m² environ, précise que le document d'arpentage nécessaire sera à la charge de la demanderesse, et fixe le prix du terrain à 20 euros le m².

7. Echange de terrain Commune / Jean Friant

Afin de régulariser la situation de la construction d'un terrain de sports, Pierrot Bosser, 1^{er} adjoint, propose au Conseil de procéder à l'échange suivant : Monsieur Jean FRIANT deviendra propriétaire des parcelles cadastrées ZI aux numéros 459 (572 m²) et 458 (1 580 m²) ; la Commune des parcelles cadastrées ZI aux numéros 457, 460 et 462 (9 287 m²) ; et Monsieur Alain LUCAS des parcelles cadastrées ZI aux numéros 461 et 463 (7 433 m²) avec une soulte de 1836 Euros de la Commune suivant les modalités indiquées sur le document d'arpentage. Les frais du document d'arpentage et d'actes sont à la charge de la Commune.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, entérine la proposition à l'unanimité (22 pour) et prévoit la dépense au budget.

8. Marchés publics - convention de bon usage A.M.F

Le Maire propose au Conseil Municipal d'adopter les termes de la convention de bon usage de l'association des Maires du Finistère relative à la publication gratuite sur Internet des annonces nécessaires pour assurer la publicité et la mise en concurrence des marchés publics d'un montant estimatif inférieur à 90 000 € HT.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer la convention (22 pour).

9. Achat d'un tracteur

Le Maire précise que l'achat d'un nouveau tracteur est aujourd'hui nécessaire compte tenu du coût de réparation trop important de l'ancien. Suite à une procédure de mise en concurrence, le Bureau Municipal a choisi de retenir le matériel proposé par l'entreprise Armoricaïne de Briec d'une valeur de 41 500 € HT. Une reprise de 3 000 € TTC sera effectuée sur l'ancien tracteur.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, entérine la proposition à l'unanimité (22 pour) et prévoit la dépense au budget.

10. Souscription d'un contrat d'assurance pour G.L.B.

Le Maire explique à l'assemblée, la nécessité de souscrire une assurance dommage-ouvrage et Tous Risques Chantier pour les travaux de réaménagement de l'aile nord de l'école Georges Le Bail. Suite à une procédure négociée, le Bureau Municipal propose de retenir la Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics (S.M.A.B.T.P.) pour la souscription d'un contrat d'assurance dommage-ouvrage et Tous Risques Chantier pour un coût total de 17 700,17 € TTC.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer le contrat (22 pour) et prévoit la dépense au budget.

11. Désignation du représentant de la Commune délégué au Comité de Centre

Le Maire informe l'assemblée de la nécessité de désigner un représentant de la municipalité pour siéger au comité de centre du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre de la départementalisation.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, désigne Monsieur Jean-Bernard Yannic, adjoint aux Travaux pour représenter la Commune de Plozévet (22 pour).

12. Achat de terrain

Dans le cadre de l'aménagement du littoral, Pierrot Bosser, premier adjoint, explique le projet d'acquisition d'un terrain au lieu-dit le Gored, afin de transférer la zone de stationnement au-delà de la route. Il s'agit de la parcelle cadastrée ZB 93 d'une surface de 5 400 m², appartenant à Monsieur Denis Le Gouill, proposée à 1,40 €/m², soit un total de 7 560 Euros.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer l'acte de vente (22 pour) et à solliciter d'éventuelles subventions, précise que les frais notariés seront à la charge de la Commune et prévoit la dépense au budget.

Informations diverses :

Information sur le recrutement d'un agent d'entretien, Monsieur Stéphane Le Bihan qui commencera à la Commune le 2 novembre prochain en qualité d'agent d'entretien.

Jean-Claude Stourm soulève le problème du remplacement de l'enseignant détaché au projet de classes du patrimoine au collège Le Moal.

Rémy Strullu dresse la synthèse du monde associatif communal.

Pierrot Bosser informe que le nouveau Tal ar Sonerien vient de paraître.

Jeannine Bourhis rappelle le changement de Présidence à la Communauté des Communes et informe l'assemblée au nom de Gaby Peton, que les ateliers mémoire ont démarré et qu'un questionnaire a été adressé aux jeunes et aux familles concernant le temps libre et les loisirs.

Jean-Bernard YANNIC fait le point sur les travaux :

- le réservoir du syndicat des eaux est sorti de terre,
- réhabilitation GLB : l'intérieur est démonté, le montage et le démontage de la grue interviendra hors temps scolaire,
- la salle socioculturelle, les fondations sont en cours.

Jean-Paul Covès fait part de soucis de certains commerçants au centre bourg, vis-à-vis des précipitations. Jean-Bernard Yannic précise qu'il sera procédé au nettoyage des conduites et qu'il y a un projet de captage de l'eau en cours dans le bourg.